

Intervention de Benoît Teste (FSU), sur le secteur de l'enseignement

[Transcription de l'intervention de Benoît Teste (FSU) lors d'une réunion publique « pour l'arrêt de la guerre en Iran et au Moyen-Orient », organisée par la CGT, la FSU, l'Union syndicale Solidaires et Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran (SSTI), le 10 avril à la Bourse du travail de Paris.]

Je vais parler au nom de la FSU, mais aussi des autres organisations syndicales, de la situation spécifique des enseignant-es.

La FSU est particulièrement sensible à la situation des enseignant-es d'Iran. De plus, nous parvenons à suivre ce qui se passe parce qu'il existe sur place une coordination des associations professionnelles enseignantes. Celle-ci est affiliée à l'Internationale de l'Éducation à qui parvient leurs témoignages sur la situation et les luttes qui sont menées, ainsi évidemment que les difficultés rencontrées.

Ce mouvement, cette résistance des enseignant-es d'Iran est vraiment intéressant. Comme toutes les autres résistances, elle est réprimée.

Il est très difficile de monter un syndicat en Iran. D'ailleurs ce qui existe ne sont pas des syndicats en tant que tels, ce sont des associations professionnelles, ainsi qu'une coordination de ces organisations.

Ces structures appellent à des mobilisations et des luttes dans des conditions de répression terrible qui rendent difficile l'action syndicale



Benoît Teste (FSU)

Quand on voit la manière dont les enseignant.es tentent de contourner la répression, cela force l'admiration et le respect. Cela nous apprend beaucoup de choses, et nous donne envie d'être à leur côté pour les soutenir.

Comme souvent, dans les pays où il y a de la répression, les enseignant.es sont en pointe dans les luttes car ils/elles sont en prise avec la jeunesse. Nous entendons souvent des témoignages d'enseignant.es dont certain.es ont eu des responsabilités dans ces associations, et qui sont en exil aujourd'hui.

Ils/elles nous disent à quel point l'éducation est mise à mal là-bas. Le régime en place et les bombardements actuels mettent à mal l'avenir-même du pays. Voir cette jeunesse sacrifiée suscite la colère et suscite des tentatives de mobilisation.

Depuis très longtemps, les enseignant.es, comme les autres professions, subissent des restrictions très fortes, des entraves aux droits syndicaux, au droit de se réunir et de faire grève, à la possibilité d'agir librement

Comme pour les autres secteurs de la société, un tournant a eu lieu avec le mouvement Femme, Vie, Liberté. Les enseignant.es ont pris toute leur place dans la mobilisation. Environ 400 enseignant.es ont été arrêté.es en raison de leur engagement syndical. C'était une répression très ciblée, très organisée. Une répression spécifiquement organisée contre le monde de l'éducation.

Lors des mobilisations des 8 et 9 janvier dernier, de nouvelles arrestations ont eu lieu. Une campagne a été menée par la coordination des associations professionnelles de l'enseignement. Elle a consisté à dire il y avait dans les établissements 230 chaises vides. La campagne sur les 230 chaises vides portait en particulier sur les enfants ayant disparu au lendemain d'une répression ayant causé de nombreuses morts. Le chiffre de 230 est minimal, on ignore s'il y a eu d'autre décès. Les enseignant.es ayant été arrêté.es ou tué.es laissaient des classes sans enseignant.e, et cela causait un grand vide.

Face à cette violence, la coordination a organisé une journée de deuil et de grève dans les écoles, en incitant les enseignant.es à ne pas se rendre dans les établissements et les familles à garder leurs enfants à la maison, C'était une manière de braver la répression.

Une troisième étape a lieu aujourd'hui avec les bombardements. Des infrastructures éducatives déjà fragilisées ont été touchées. Des écoles et des universités ont été bombardées. Le premier jour des bombardements, il y a notamment eu plus de 150 mort.es dans une école, bombardée par les Etats-Unis.

Selon les sources gouvernementales, en plus de ces morte.es là, 160 élèves et 14 enseignant.es auraient été tué.es. Ces chiffres sont incomplets mais ce sont les seuls dont on dispose à cette heure.

Il y a aussi l'isolement, qui concerne tout le monde avec la coupure d'Internet. Il est devenu presque impossible de se réunir, ce qui entrave complètement tout fonctionnement syndical. Les camarades iraniens, pour autant qu'ils veulent témoigner, disent que tout ce qui est construit dans le cadre des coordinations d'associations professionnelles est aujourd'hui à l'arrêt complet.

Les femmes d'Iran sont plus diplômées que les hommes, mais cela ne se traduit pas l'obtention de davantage de droits. Au contraire elles sont victimes de fortes discriminations, notamment dans l'accès à certaines formations. Et si elles appartiennent à des minorités nationales les discriminations sont encore plus importantes.

Ce que nous faisons en tant qu'organisation syndicale, est bien entendu ne pas détourner le regard. On relaye les informations dans la presse syndicale, et la réunion de ce soir est un des éléments permettant d'exprimer notre solidarité. Ce n'est bien sûr pas suffisant, mais en tout cas cela nous semble absolument nécessaire.

Encore une fois, ces mouvements de résistance dans une pareille adversité, forcent le respect et notre admiration.